

Portugal : la rébellion du bon élève

PAR LES INVITÉS DE MEDIAPART
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 10 NOVEMBRE 2015

Cristina Semblano, économiste, qui enseigne l'Economie Portugaise à l'Université de Paris IV-Sorbonne explique ici la chute du bipartisme et l'émergence d'une alternative à gauche. « *Au Portugal rien ne sera plus jamais comme avant. Un Président a voulu mettre au pouvoir par la force le parti unique de l'agenda néo-libéral européen : par ce coup de force il a accéléré la « rébellion » que le vote des portugais a rendu possible* ».

La droite portugaise et européenne, Angela Merkel, Mariano Rajoy et le Président de la Commission Européenne ont trop vite fait de crier victoire après les élections législatives, du 4 octobre dernier, au Portugal. Car si la coalition de droite est arrivée en tête, elle a perdu la majorité absolue, démentant ainsi l'assertion de Wolfgang Schäuble suivant laquelle le peuple portugais aurait plébiscité les politiques d'austérité menées au Portugal pendant les quatre dernières années.

Outre le fait qu'ils se sont soldés par le taux d'abstention le plus élevé de toute l'histoire de la démocratie portugaise (43%), les résultats du scrutin du 4 octobre dernier au Portugal ont ouvert une fissure dans l'édifice du bipartisme dans ce pays. Par bipartisme on entend à la fois un système d'alternance au pouvoir et d'entente tacite, permettant de perpétuer ce dernier « entre soi » dans le cadre d'accords gouvernementaux ou parlementaires.

C'est par référence à un tel scénario que la droite européenne et l'Allemagne ont crié victoire, habituées comme elles l'étaient à ce que droite et socialistes se soutiennent mutuellement en cas de besoin. Mais c'est oublier qu'après quatre ans d'austérité aveugle - frappant de plein fouet le peuple de l'un des pays les plus pauvres de l'UE - des reconfigurations des rapports de force verraient le jour, notamment au sein du Parti socialiste à qui la gauche de la gauche

forte de presque 20% des voix (18.5%), a tendu la main, en déclarant ouvertement son rejet d'un nouveau gouvernement de droite.

Et c'est ce scénario d'entente entre la droite et le Parti socialiste, vite démenti par la réalité - en effet le parti socialiste a très vite abandonné les discussions avec la droite alors qu'il a poursuivi celles avec la gauche de la gauche - que le Président de la République portugaise a essayé de forcer en re-nommant **Pedro Passos Coelho** premier ministre et en le chargeant de constituer un gouvernement. Ce faisant, il a été le mentor d'une tentative de coup d'Etat institutionnel de la droite au Portugal.

Le premier acte du coup d'Etat fut cette nomination (1) qui au nom de la stabilité a permis à un gouvernement de droite minoritaire (107 députés) de prendre le pouvoir au Portugal, alors que l'opposition disposant d'une majorité absolue (122 députés) avait assuré réunir les conditions nécessaires pour pouvoir gouverner. Ce premier acte du coup d'Etat est indissociable du second, à savoir l'appel à l'insoumission dans les hordes des députés du Parti socialiste, pour que la droite ainsi portée au pouvoir puisse s'y maintenir (2).

Mais c'est dans la justification clairement énoncée de sa décision, que se trouve l'élément fondamental caractéristique du coup d'Etat : il fallait empêcher une solution de gouvernement soutenu par des partis politiques anti-européistes, mettant en cause l'appartenance du Portugal à l'UE, à l'euro, ses engagements internationaux, son appartenance à l'OTAN.

Comme l'a si bien souligné l'éditeur du Daily Telegraph, Ambrose Evans-Pritchard dans son **article d'opinion du 23 octobre dernier** « *c'est la première fois, depuis la création de l'Union Monétaire Européenne, qu'un Etat-membre prend l'initiative explicite d'interdire les partis eurosceptiques* » de constituer un gouvernement, le Portugal entrant dès lors selon lui dans une zone « *d'eaux politiques dangereuses* ».

On aurait tort, cependant, de considérer qu'en agissant de la sorte, le Président portugais se soit limité à exclure les partis de la gauche de la gauche, en l'occurrence le Bloco de Esquerda (gauche radicale), et la CDU (Coalition du Parti Communiste et des Verts), d'une solution de gouvernement : en effet, ce faisant, **Aníbal Cavaco Silva** a, en s'arrogeant les pouvoirs exorbitants d'un putschiste, balisé le Parti socialiste, en lui assignant les limites au sein desquelles il peut continuer de se mouvoir, à savoir celles étroites posés par le cadre néo-libéral européen.

À aucun moment le Président, personnage de la dictature ayant été recyclé, comme tant d'autres, par la démocratie « normalisée » portugaise qui a succédé à la Révolution, n'a évoqué la Constitution qu'il a laissée violer sans sourciller par le gouvernement portugais pendant ces quatre années de dure austérité sous l'empire du mémorandum de la Troïka; ses références n'ont jamais été le peuple portugais, mais l'UE, le pacte budgétaire, les créanciers, les marchés, jusqu'au futur Traité Transatlantique et bien sûr l'euro en dehors duquel le Portugal serait voué à la catastrophe.

Il est difficile de ne pas faire le parallèle avec la Grèce tant le discours du Président fait penser aux dernières campagnes électorales dans ce pays et, surtout, à la période qui a précédé le référendum où l'on a diabolisé Syriza en brandissant l'épouvantail de la sortie de l'euro. Et si en Grèce, un putsch a été perpétré après l'accession au pouvoir de Syriza, au Portugal la tentative de putsch a eu lieu avant, visant à étouffer dans l'œuf toute velléité de prise du pouvoir par des partis questionnant l'actuel cadre néo-libéral européen.

Le déroulement des événements au cours des dernières semaines porte à croire que la peur brandie par le Président portugais n'a pas eu de prise. Dans son écrasante majorité, le parti Socialiste a validé l'accord de gouvernement avec les formations de la gauche de la gauche (3). Soixante-dix mesures portant notamment sur les salaires, les retraites et l'emploi, ayant pour but de diminuer l'impact de l'austérité sur la population, ont pu être intégrés dans l'accord (4).

Après le rejet - pratiquement acquis - le 10 novembre, par le parlement portugais, du programme de la coalition de droite, le Président de la République ne devrait plus avoir d'excuses pour ne pas nommer le chef de file des socialistes. António Costa, premier ministre.

La tentative de putsch du Président de la République portugaise, entreprise, sinon avec la complicité, du moins avec l'assentiment de l'Europe, dont il a poussé l'asservissement au-delà des limites de la démocratie a, en tout cas pour l'instant, échoué. Grâce au vote de ce peuple accablé par des années d'austérité, d'appauvrissement, de chômage et d'émigration de masse, exhibé si souvent comme le bon élève de la Troïka, l'édifice du bipartisme jalousement gardé par les maîtres du Portugal depuis 40 ans s'est fissuré et une alliance historique se fait jour au Portugal. Combien de temps durera-t-elle ?

C'est une question à laquelle on ne peut évidemment pas répondre, l'imprévisibilité étant à la démocratie ce que son antonyme est à la dictature. Mais une chose est certaine : au Portugal rien ne sera plus jamais comme avant. Un Président a voulu mettre au pouvoir par la force le parti unique de l'agenda néo-libéral européen : par ce coup de force il a accéléré la « rébellion » que le vote des portugais a rendu possible, poussé davantage à une alliance anti-austérité jusqu'à jugée invraisemblable et, par là, suscité un débat démocratique sans précédent depuis quarante ans dans la société portugaise.

(1) Nomination qui, soit dit en passant, n'a rien de formellement inconstitutionnelle, dans la mesure où l'article 187 1^{er} de la Constitution stipule que le Président de la République nomme le premier ministre compte tenu des résultats des élections. C'est le contexte dans lequel cette nomination a été faite qui apparaît comme un passage en force et, surtout, son fondement, clairement inconstitutionnel.

(2) En effet, le gouvernement répond devant le Parlement qui a le pouvoir d'approuver ou rejeter son programme.

(3) Il s'agit d'un accord de portée parlementaire, c'est-à-dire que les partis de la gauche de la gauche du PS s'engagent à soutenir le gouvernement minoritaire du parti Socialiste, au parlement, et à ne pas voter en faveur de motions de censure présentés par la droite.

(4) En réalité trois accords différents ont été scellés par le parti Socialiste avec les partis à sa gauche (Bloco de Esquerda, parti Communiste et Parti des Verts). Nous désignons par « accord », le résultat global des mesures ainsi négociées